

Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale

Conclue à La Haye le 29 mai 1993

Approuvée par l'Assemblée fédérale le 22 juin 2001¹

Instrument de ratification déposé par la Suisse le 24 septembre 2002

Entrée en vigueur pour la Suisse le 1^{er} janvier 2003

(Etat le 11 mars 2003)

Les Etats signataires de la présente Convention,

reconnaissant que, pour l'épanouissement harmonieux de sa personnalité, l'enfant doit grandir dans un milieu familial, dans un climat de bonheur, d'amour et de compréhension,

rappelant que chaque Etat devrait prendre, par priorité, des mesures appropriées pour permettre le maintien de l'enfant dans sa famille d'origine,

reconnaissant que l'adoption internationale peut présenter l'avantage de donner une famille permanente à l'enfant pour lequel une famille appropriée ne peut être trouvée dans son Etat d'origine,

convaincus de la nécessité de prévoir des mesures pour garantir que les adoptions internationales aient lieu dans l'intérêt supérieur de l'enfant et le respect de ses droits fondamentaux, ainsi que pour prévenir l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants,

désirant établir à cet effet des dispositions communes qui tiennent compte des principes reconnus par les instruments internationaux, notamment par la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant², du 20 novembre 1989, et par la Déclaration des Nations Unies sur les principes sociaux et juridiques applicables à la protection et au bien-être des enfants, envisagés surtout sous l'angle des pratiques en matière d'adoption et de placement familial sur les plans national et international (Résolution de l'Assemblée générale 41/85, du 3 décembre 1986),

sont convenus des dispositions suivantes:

RO 2003 415; FF 1999 5129

¹ RO 2003 414

² RS 0.107

Chapitre I Champ d'application de la Convention

Art. 1

La présente Convention a pour objet:

- a) d'établir des garanties pour que les adoptions internationales aient lieu dans l'intérêt supérieur de l'enfant et dans le respect des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit international;
- b) d'instaurer un système de coopération entre les Etats contractants pour assurer le respect de ces garanties et prévenir ainsi l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants;
- c) d'assurer la reconnaissance dans les Etats contractants des adoptions réalisées selon la Convention.

Art. 2

(1) La Convention s'applique lorsqu'un enfant résidant habituellement dans un Etat contractant («l'Etat d'origine») a été, est ou doit être déplacé vers un autre Etat contractant («l'Etat d'accueil»), soit après son adoption dans l'Etat d'origine par des époux ou une personne résidant habituellement dans l'Etat d'accueil, soit en vue d'une telle adoption dans l'Etat d'accueil ou dans l'Etat d'origine.

(2) La Convention ne vise que les adoptions établissant un lien de filiation.

Art. 3

La Convention cesse de s'appliquer si les acceptations visées à l'art. 17, let. c, n'ont pas été données avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de dix-huit ans.

Chapitre II Conditions des adoptions internationales

Art. 4

Les adoptions visées par la Convention ne peuvent avoir lieu que si les autorités compétentes de l'Etat d'origine:

- a) ont établi que l'enfant est adoptable;
- b) ont constaté, après avoir dûment examiné les possibilités de placement de l'enfant dans son Etat d'origine, qu'une adoption internationale répond à l'intérêt supérieur de l'enfant;
- c) se sont assurées,
 1. que les personnes, institutions et autorités dont le consentement est requis pour l'adoption ont été entourées des conseils nécessaires et dûment informées sur les conséquences de leur consentement, en particulier sur le maintien ou la rupture, en raison d'une adoption, des liens de droit entre l'enfant et sa famille d'origine,

2. que celles-ci ont donné librement leur consentement dans les formes légales requises, et que ce consentement a été donné ou constaté par écrit,
 3. que les consentements n'ont pas été obtenus moyennant paiement ou contrepartie d'aucune sorte et qu'ils n'ont pas été retirés, et
 4. que le consentement de la mère, s'il est requis, n'a été donné qu'après la naissance de l'enfant; et
- d) se sont assurées, eu égard à l'âge et à la maturité de l'enfant,
1. que celui-ci a été entouré de conseils et dûment informé sur les conséquences de l'adoption et de son consentement à l'adoption, si celui-ci est requis,
 2. que les souhaits et avis de l'enfant ont été pris en considération,
 3. que le consentement de l'enfant à l'adoption, lorsqu'il est requis, a été donné librement, dans les formes légales requises, et que son consentement a été donné ou constaté par écrit, et
 4. que ce consentement n'a pas été obtenu moyennant paiement ou contrepartie d'aucune sorte.

Art. 5

Les adoptions visées par la Convention ne peuvent avoir lieu que si les autorités compétentes de l'Etat d'accueil:

- a) ont constaté que les futurs parents adoptifs sont qualifiés et aptes à adopter;
- b) se sont assurées que les futurs parents adoptifs ont été entourés des conseils nécessaires; et
- c) ont constaté que l'enfant est ou sera autorisé à entrer et à séjourner de façon permanente dans cet Etat.

Chapitre III Autorités centrales et organismes agréés

Art. 6

(1) Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention.

(2) Un Etat fédéral, un Etat dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ou un Etat ayant des unités territoriales autonomes est libre de désigner plus d'une Autorité centrale et de spécifier l'étendue territoriale ou personnelle de leurs fonctions. L'Etat qui fait usage de cette faculté désigne l'Autorité centrale à laquelle toute communication peut être adressée en vue de sa transmission à l'Autorité centrale compétente au sein de cet Etat.

Art. 7

(1) Les Autorités centrales doivent coopérer entre elles et promouvoir une collaboration entre les autorités compétentes de leurs Etats pour assurer la protection des enfants et réaliser les autres objectifs de la Convention.

(2) Elles prennent directement toutes mesures appropriées pour:

- a) fournir des informations sur la législation de leurs Etats en matière d'adoption et d'autres informations générales, telles que des statistiques et formules types;
- b) s'informer mutuellement sur le fonctionnement de la Convention et, dans la mesure du possible, lever les obstacles à son application.

Art. 8

Les Autorités centrales prennent, soit directement, soit avec le concours d'autorités publiques, toutes mesures appropriées pour prévenir les gains matériels indus à l'occasion d'une adoption et empêcher toute pratique contraire aux objectifs de la Convention.

Art. 9

Les Autorités centrales prennent, soit directement, soit avec le concours d'autorités publiques ou d'organismes dûment agréés dans leur Etat, toutes mesures appropriées, notamment pour:

- a) rassembler, conserver et échanger des informations relatives à la situation de l'enfant et des futurs parents adoptifs, dans la mesure nécessaire à la réalisation de l'adoption;
- b) faciliter, suivre et activer la procédure en vue de l'adoption;
- c) promouvoir dans leurs Etats le développement de services de conseils pour l'adoption et pour le suivi de l'adoption;
- d) échanger des rapports généraux d'évaluation sur les expériences en matière d'adoption internationale;
- e) répondre, dans la mesure permise par la loi de leur Etat, aux demandes motivées d'informations sur une situation particulière d'adoption formulées par d'autres Autorités centrales ou par des autorités publiques.

Art. 10

Peuvent seuls bénéficier de l'agrément et le conserver les organismes qui démontrent leur aptitude à remplir correctement les missions qui pourraient leur être confiées.

Art. 11

Un organisme agréé doit:

- a) poursuivre uniquement des buts non lucratifs dans les conditions et limites fixées par les autorités compétentes de l'Etat d'agrément;
- b) être dirigé et géré par des personnes qualifiées par leur intégrité morale et leur formation ou expérience pour agir dans le domaine de l'adoption internationale; et
- c) être soumis à la surveillance d'autorités compétentes de cet Etat pour sa composition, son fonctionnement et sa situation financière.

Art. 12

Un organisme agréé dans un Etat contractant ne pourra agir dans un autre Etat contractant que si les autorités compétentes des deux Etats l'ont autorisé.

Art. 13

La désignation des Autorités centrales et, le cas échéant, l'étendue de leurs fonctions, ainsi que le nom et l'adresse des organismes agréés, sont communiqués par chaque Etat contractant au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Chapitre IV Conditions procédurales de l'adoption internationale**Art. 14**

Les personnes résidant habituellement dans un Etat contractant, qui désirent adopter un enfant dont la résidence habituelle est située dans un autre Etat contractant, doivent s'adresser à l'Autorité centrale de l'Etat de leur résidence habituelle.

Art. 15

(1) Si l'Autorité centrale de l'Etat d'accueil considère que les requérants sont qualifiés et aptes à adopter, elle établit un rapport contenant des renseignements sur leur identité, leur capacité légale et leur aptitude à adopter, leur situation personnelle, familiale et médicale, leur milieu social, les motifs qui les animent, leur aptitude à assumer une adoption internationale, ainsi que sur les enfants qu'ils seraient aptes à prendre en charge.

(2) Elle transmet le rapport à l'Autorité centrale de l'Etat d'origine.

Art. 16

- (1) Si l'Autorité centrale de l'Etat d'origine considère que l'enfant est adoptable,
- a) elle établit un rapport contenant des renseignements sur l'identité de l'enfant, son adoptabilité, son milieu social, son évolution personnelle et familiale, son passé médical et celui de sa famille, ainsi que sur ses besoins particuliers;
 - b) elle tient dûment compte des conditions d'éducation de l'enfant, ainsi que de son origine ethnique, religieuse et culturelle;
 - c) elle s'assure que les consentements visés à l'art. 4 ont été obtenus; et
 - d) elle constate, en se fondant notamment sur les rapports concernant l'enfant et les futurs parents adoptifs, que le placement envisagé est dans l'intérêt supérieur de l'enfant.
- (2) Elle transmet à l'Autorité centrale de l'Etat d'accueil son rapport sur l'enfant, la preuve des consentements requis et les motifs de son constat sur le placement, en veillant à ne pas révéler l'identité de la mère et du père, si, dans l'Etat d'origine, cette identité ne peut pas être divulguée.

Art. 17

Toute décision de confier un enfant à des futurs parents adoptifs ne peut être prise dans l'Etat d'origine que

- a) si l'Autorité centrale de cet Etat s'est assurée de l'accord des futurs parents adoptifs;
- b) si l'Autorité centrale de l'Etat d'accueil a approuvé cette décision, lorsque la loi de cet Etat ou l'Autorité centrale de l'Etat d'origine le requiert;
- c) si les Autorités centrales des deux Etats ont accepté que la procédure en vue de l'adoption se poursuive; et
- d) s'il a été constaté conformément à l'art. 5 que les futurs parents adoptifs sont qualifiés et aptes à adopter et que l'enfant est ou sera autorisé à entrer et à séjourner de façon permanente dans l'Etat d'accueil.

Art. 18

Les Autorités centrales des deux Etats prennent toutes mesures utiles pour que l'enfant reçoive l'autorisation de sortie de l'Etat d'origine, ainsi que celle d'entrée et de séjour permanent dans l'Etat d'accueil.

Art. 19

- (1) Le déplacement de l'enfant vers l'Etat d'accueil ne peut avoir lieu que si les conditions de l'art. 17 ont été remplies.
- (2) Les Autorités centrales des deux Etats veillent à ce que ce déplacement s'effectue en toute sécurité, dans des conditions appropriées et, si possible, en compagnie des parents adoptifs ou des futurs parents adoptifs.

(3) Si ce déplacement n'a pas lieu, les rapports visés aux art. 15 et 16 sont renvoyés aux autorités expéditrices.

Art. 20

Les Autorités centrales se tiennent informées sur la procédure d'adoption et les mesures prises pour la mener à terme, ainsi que sur le déroulement de la période probatoire, lorsque celle-ci est requise.

Art. 21

(1) Lorsque l'adoption doit avoir lieu après le déplacement de l'enfant dans l'Etat d'accueil et que l'Autorité centrale de cet Etat considère que le maintien de l'enfant dans la famille d'accueil n'est plus de son intérêt supérieur, cette Autorité prend les mesures utiles à la protection de l'enfant, en vue notamment:

- a) de retirer l'enfant aux personnes qui désiraient l'adopter et d'en prendre soin provisoirement;
- b) en consultation avec l'Autorité centrale de l'Etat d'origine, d'assurer sans délai un nouveau placement de l'enfant en vue de son adoption ou, à défaut, une prise en charge alternative durable; une adoption ne peut avoir lieu que si l'Autorité centrale de l'Etat d'origine a été dûment informée sur les nouveaux parents adoptifs;
- c) en dernier ressort, d'assurer le retour de l'enfant, si son intérêt l'exige.

(2) Eu égard notamment à l'âge et à la maturité de l'enfant, celui-ci sera consulté et, le cas échéant, son consentement obtenu sur les mesures à prendre conformément au présent article.

Art. 22

(1) Les fonctions conférées à l'Autorité centrale par le présent chapitre peuvent être exercées par des autorités publiques ou par des organismes agréés conformément au chap. III, dans la mesure prévue par la loi de son Etat.

(2) Un Etat contractant peut déclarer auprès du dépositaire de la Convention que les fonctions conférées à l'Autorité centrale par les art. 15 à 21 peuvent aussi être exercées dans cet Etat, dans la mesure prévue par la loi et sous le contrôle des autorités compétentes de cet Etat, par des organismes ou personnes qui:

- a) remplissent les conditions de moralité, de compétence professionnelle, d'expérience et de responsabilité requises par cet Etat; et
- b) sont qualifiées par leur intégrité morale et leur formation ou expérience pour agir dans le domaine de l'adoption internationale.

(3) L'Etat contractant qui fait la déclaration visée au par. 2 informe régulièrement le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé des noms et adresses de ces organismes et personnes.

(4) Un Etat contractant peut déclarer auprès du dépositaire de la Convention que les adoptions d'enfants dont la résidence habituelle est située sur son territoire ne peuvent avoir lieu que si les fonctions conférées aux Autorités centrales sont exercées conformément au par. 1.

(5) Nonobstant toute déclaration effectuée conformément au par. 2, les rapports prévus aux art. 15 et 16 sont, dans tous les cas, établis sous la responsabilité de l'Autorité centrale ou d'autres autorités ou organismes, conformément au par. 1.

Chapitre V Reconnaissance et effets de l'adoption

Art. 23

(1) Une adoption certifiée conforme à la Convention par l'autorité compétente de l'Etat contractant où elle a eu lieu est reconnue de plein droit dans les autres Etats contractants. Le certificat indique quand et par qui les acceptations visées à l'art. 17, let. c, ont été données.

(2) Tout Etat contractant, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, notifiera au dépositaire de la Convention l'identité et les fonctions de l'autorité ou des autorités qui, dans cet Etat, sont compétentes pour délivrer le certificat. Il lui notifiera aussi toute modification dans la désignation de ces autorités.

Art. 24

La reconnaissance d'une adoption ne peut être refusée dans un Etat contractant que si l'adoption est manifestement contraire à son ordre public, compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Art. 25

Tout Etat contractant peut déclarer au dépositaire de la Convention qu'il ne sera pas tenu de reconnaître en vertu de celle-ci les adoptions faites conformément à un accord conclu en application de l'art. 39, par. 2.

Art. 26

(1) La reconnaissance de l'adoption comporte celle

- a) du lien de filiation entre l'enfant et ses parents adoptifs;
- b) de la responsabilité parentale des parents adoptifs à l'égard de l'enfant;
- c) de la rupture du lien préexistant de filiation entre l'enfant et sa mère et son père, si l'adoption produit cet effet dans l'Etat contractant où elle a eu lieu.

(2) Si l'adoption a pour effet de rompre le lien préexistant de filiation, l'enfant jouit, dans l'Etat d'accueil et dans tout autre Etat contractant où l'adoption est reconnue, des droits équivalents à ceux résultant d'une adoption produisant cet effet dans chacun de ces Etats.

(3) Les paragraphes précédents ne portent pas atteinte à l'application de toute disposition plus favorable à l'enfant, en vigueur dans l'Etat contractant qui reconnaît l'adoption.

Art. 27

(1) Lorsqu'une adoption faite dans l'Etat d'origine n'a pas pour effet de rompre le lien préexistant de filiation, elle peut, dans l'Etat d'accueil qui reconnaît l'adoption conformément à la Convention, être convertie en une adoption produisant cet effet,

- a) si le droit de l'Etat d'accueil le permet; et
- b) si les consentements visés à l'art. 4, let. c et d, ont été ou sont donnés en vue d'une telle adoption.

(2) L'art. 23 s'applique à la décision de conversion.

Chapitre VI Dispositions générales

Art. 28

La Convention ne déroge pas aux lois de l'Etat d'origine qui requièrent que l'adoption d'un enfant résidant habituellement dans cet Etat doive avoir lieu dans cet Etat ou qui interdisent le placement de l'enfant dans l'Etat d'accueil ou son déplacement vers cet Etat avant son adoption.

Art. 29

Aucun contact entre les futurs parents adoptifs et les parents de l'enfant ou toute autre personne qui a la garde de celui-ci ne peut avoir lieu tant que les dispositions de l'art. 4, let. a à c, et de l'art. 5, let. a, n'ont pas été respectées, sauf si l'adoption a lieu entre membres d'une même famille ou si les conditions fixées par l'autorité compétente de l'Etat d'origine sont remplies.

Art. 30

(1) Les autorités compétentes d'un Etat contractant veillent à conserver les informations qu'elles détiennent sur les origines de l'enfant, notamment celles relatives à l'identité de sa mère et de son père, ainsi que les données sur le passé médical de l'enfant et de sa famille.

(2) Elles assurent l'accès de l'enfant ou de son représentant à ces informations, avec les conseils appropriés, dans la mesure permise par la loi de leur Etat.

Art. 31

Sous réserve de l'art. 30, les données personnelles rassemblées ou transmises conformément à la Convention, en particulier celles visées aux art. 15 et 16, ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été rassemblées ou transmises.

Art. 32

(1) Nul ne peut tirer un gain matériel indu en raison d'une intervention à l'occasion d'une adoption internationale.

(2) Seuls peuvent être demandés et payés les frais et dépenses, y compris les honoraires raisonnables des personnes qui sont intervenues dans l'adoption.

(3) Les dirigeants, administrateurs et employés d'organismes intervenant dans une adoption ne peuvent recevoir une rémunération disproportionnée par rapport aux services rendus.

Art. 33

Toute autorité compétente qui constate qu'une des dispositions de la Convention a été méconnue ou risque manifestement de l'être en informe aussitôt l'Autorité centrale de l'Etat dont elle relève. Cette Autorité centrale a la responsabilité de veiller à ce que les mesures utiles soient prises.

Art. 34

Si l'autorité compétente de l'Etat destinataire d'un document le requiert, une traduction certifiée conforme doit être produite. Sauf dispense, les frais de traduction sont à la charge des futurs parents adoptifs.

Art. 35

Les autorités compétentes des Etats contractants agissent rapidement dans les procédures d'adoption.

Art. 36

Au regard d'un Etat qui connaît, en matière d'adoption, deux ou plusieurs systèmes de droit applicables dans des unités territoriales différentes:

- a) toute référence à la résidence habituelle dans cet Etat vise la résidence habituelle dans une unité territoriale de cet Etat;
- b) toute référence à la loi de cet Etat vise la loi en vigueur dans l'unité territoriale concernée;
- c) toute référence aux autorités compétentes ou aux autorités publiques de cet Etat vise les autorités habilitées à agir dans l'unité territoriale concernée;
- d) toute référence aux organismes agréés de cet Etat vise les organismes agréés dans l'unité territoriale concernée.

Art. 37

Au regard d'un Etat qui connaît, en matière d'adoption, deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi de cet Etat vise le système de droit désigné par le droit de celui-ci.

Art. 38

Un Etat dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière d'adoption ne sera pas tenu d'appliquer la Convention lorsqu'un Etat dont le système de droit est unifié ne serait pas tenu de l'appliquer.

Art. 39

(1) La Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels des Etats contractants sont Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention, à moins qu'une déclaration contraire ne soit faite par les Etats liés par de tels instruments.

(2) Tout Etat contractant pourra conclure avec un ou plusieurs autres Etats contractants des accords en vue de favoriser l'application de la Convention dans leurs rapports réciproques. Ces accords ne pourront déroger qu'aux dispositions des art. 14 à 16 et 18 à 21. Les Etats qui auront conclu de tels accords en transmettront une copie au dépositaire de la Convention.

Art. 40

Aucune réserve à la Convention n'est admise.

Art. 41

La Convention s'applique chaque fois qu'une demande visée à l'art. 14 a été reçue après l'entrée en vigueur de la Convention dans l'Etat d'accueil et l'Etat d'origine.

Art. 42

Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé convoque périodiquement une Commission spéciale afin d'examiner le fonctionnement pratique de la Convention.

Chapitre VII Clauses finales**Art. 43**

(1) La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa dix-septième session et des autres Etats qui ont participé à cette Session.

(2) Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

Art. 44

- (1) Tout autre Etat pourra adhérer à la Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'art. 46, par. 1.
- (2) L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du depositaire.
- (3) L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les six mois après la réception de la notification prévue à l'art. 48, let. b. Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au depositaire.

Art. 45

- (1) Un Etat qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par cette Convention pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.
- (2) Ces déclarations seront notifiées au depositaire et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.
- (3) Si un Etat ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'appliquera à l'ensemble du territoire de cet Etat.

Art. 46

- (1) La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation prévu par l'art. 43.
- (2) Par la suite, la Convention entrera en vigueur:
 - a) pour chaque Etat ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, ou adhérent, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
 - b) pour les unités territoriales auxquelles la Convention a été étendue conformément à l'art. 45, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la notification visée dans cet article.

Art. 47

- (1) Tout Etat Partie à la Convention pourra dénoncer celle-ci par une notification adressée par écrit au depositaire.
- (2) La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le depositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est spécifiée

dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification.

Art. 48

Le dépositaire notifiera aux Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, aux autres Etats qui ont participé à la dix-septième session, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'art. 44:

- a) les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'art. 43;
- b) les adhésions et les objections aux adhésions visées à l'art. 44;
- c) la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'art. 46;
- d) les déclarations et les désignations mentionnées aux art. 22, 23, 25 et 45;
- e) les accords mentionnés à l'art. 39;
- f) les dénonciations visées à l'art. 47.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 29 mai 1993, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de la dix-septième session, ainsi qu'à chacun des autres Etats ayant participé à cette Session.

(Suivent les signatures)

Liste des autorités centrales et autorités compétentes chargées de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale selon art. 6 et 23

Albanie

Albanian Adoption Committee
Bulevardi «Zhan d'Ark», No 2
Tirana
Tél.: +355 (4) 227 487
Fax: +355 (4) 226 465

Allemagne

Fédéral

Der Generalbundesanwalt beim Bundesgerichtshof
(Public Prosecutor General of the Federal Court of Justice)
Bundeszentralstelle für Auslandsadoption
53094 Bonn
Bundesrepublik Deutschland
Tél.: 49 (228) 410-40
Fax: 49 (228) 410-5050

Baden- Württemberg
Landeswohlfahrtsverband Baden
Ernst-Frey-Strasse 9
76135 Karlsruhe
Postfach 4109
76026 Karlsruhe
Tél.: 49 (721) 8107-316/313/448/327
Fax: +49 (721) 8107-490

Landeswohlfahrtsverband Württemberg-Hohenzollern
Landesjugendamt
Lindenspürstrasse 39
70176 Stuttgart
Postfach 106022
70049 Stuttgart
Tél.: (711) 6375-416/415/417
Fax: +49 (711) 6375-449

Bayern
Bayerisches Landesjugendamt
Zentrale Adoptionsstelle
Richelstr. 11
80634 München
Postfach 20 05 52
80005 München
Tél.: +49 (89) 130 620
Fax: +49 (89) 13062-389
e-mail: Poststelle@blja.bayern.de

Berlin und Brandenburg
Zentrale Adoptionsstelle der Länder Berlin und
Brandenburg im Landesjugendamt
des Landes Brandenburg
Fritz-Heckert-Strasse 1
16321 Bernau
Tél.: +49 (3338) 701-860/861/862

Gemeinsame Zentrale Adoptionsstelle der Länder Freie Hansestadt Bremen, Freie
und Hansestadt Hamburg, Niedersachsen und Schleswig-Holstein
-bei der Behörde für Schule, Jugend und Berufsbildung der Freien und Hansestadt
Hamburg-
GZA
Feuerbergstrasse 43 B
22337 Hamburg
Tél.: +49 (40) 428-49-286/281/284/289/287/285/288/286/278
Fax: +49 (40) 428-49-270

Hessen
Hessisches Sozialministerium
Abt. II - Landesjugendamt
Dostojewskistrasse 4
65187 Wiesbaden
Tél.: +49 (611) 817-3465
Fax: +49 (611) 817-3260

Nordrhein-Westfalen
Landschaftsverband Westfalen-Lippe
Landesjugendamt
Zentrale Adoptionsstelle
Warendorfer Strasse 25
48133 Münster
Tél.: +49 (251) 591-4585/6585/3621
Fax: +49 (251) 591-6898

Der Direktor des Landschaftsverbandes Rheinland
Dezernat 4
Jugend
Amt für Kinder und Familie
50663 Köln
Tél.: +49 (221) 809-6283
Fax: +49 (221) 809-6252

Mecklenburg-Vorpommern
Landesjugendamt Mecklenburg-Vorpommern
Zentrale Adoptionsstelle
Neustrelitzer Str. 120, Block D
17033 Neubrandenburg
Behördenzentrum
Postfach 11 01 63
17041 Neubrandenburg
Tél.: +49 (395) 380-3320/3322
Fax: +49 (395) 380-3302

Rheinland-Pfalz
Landesamt für Soziales, Jugend und Versorgung
Landesjugendamt/Zentrale Adoptionsstelle
Rheinallee 97-101
55116 Mainz
Tél.: +49 (6131) 967-378
Fax: +49 (6131) 967-365

Saarland
Landesamt für Jugend, Soziales und Versorgung
Landesjugendamt
Zentrale Adoptionsstelle
Malstatter Markt 11
66115 Saarbrücken
Tél.: +49 (681) 94812-25/26
Fax: +49 (681) 42715

Sachsen
Sächsisches Landesamt für Familie und Soziales
Abteilung 4 - Landesjugendamt
Zentrale Adoptionsstelle
Reichsstrasse 3
09112 Chemnitz
Postfach 1362
09072 Chemnitz
Tél.: +49 (371) 577-328/287
Fax: +49 (371) 5771-328/287

Sachsen-Anhalt
Landesamt für Versorgung und Soziales des Landes Sachsen-Anhalt
Landesjugendamt
Zentrale Adoptionsstelle
Neustädter Passage 15
06122 Halle
Tél.: +49 (345) 6912-440/462/463
Fax: +49 (345) 6912-403

Thüringen
Thüringer Landesamt für Soziales und Familie
Abteilung 5
Landesjugendamt
Zentrale Adoptionsstelle
Steinweg 23
96617 Meiningen
Postfach 100141
98490 Suhl
Tél.: +49 (3693) 442329
Fax: +49 (3693) 442334

Andorre

Autorité centrale

Secretary of State of the Family
Ministry of Health and Welfare
Avenue Princep Benlloch no. 30, 4a planta
Andorra la Vella
Tél.: +376 82 93 46/+376 86 03 45
Fax: +376 82 93 47/+376 86 19 33
e-mail: min.sanitat@andorra.ad

Autorité compétente

Minister of Foreign Affairs
of the Government of the Principality of Andorra

Australie

For the Commonwealth Central Authority:
The Secretary
Commonwealth Attorney-General's Department
Robert Garran Offices
Barton act 2600
Australia
Tel.: +61 (2) 6250 6366
fax: +61 (2) 6250 5917

For the State of New South Wales:
Manager, Adoption Services
New South Wales Department of Community Services
P.O. Box 3485
Parramatta nsw2124

For the State of Victoria:
Manager, Adoption Services
Victorian Department of Human Services
G.P.O. Box 4057
Melbourne vic 3001

For the State of Queensland:
Manager, Adoption Services
Queensland Department of Families, Youth and Community Care
G.P.O. Box 806
Brisbane qld 4001

For the State of Western Australia:
Minister for Community Development; Women's Interests; Seniors & Youth;
Disabilities Services, Culture and the Arts
12th floor, Duman House
2 Havelock Street
West Perth, wa 6005

For case matters and operational practice:
Manager, Adoption Services
Western Australian Department of Family and Children's Services
189 Royal Street
East Perth wa 6004
Tél.: +61 (8) 9222 2870
fax: +61 (8) 9222 2607
e-mail: tedm@fcs.wa.gov.au

For the State of South Australia:
Manager, Adoption and Family Information Service
South Australian Department of Human Services
P.O. Box 39
Rundle Mall
Adelaide sa 5000
Tél.: +61 (8) 8226 6694
fax: +61 (8) 8226 6974
e-mail: beare.cynthia@saugov.sa.gov.au

For the State of Tasmania:
Manager, Adoption Services
Tasmanian Department of Health and Human Services
G.P.O. Box 538
Hobart tas 7001
E-mail: adoption.services@tas.gov.au

For the Northern Territory:
Manager, Adoptions and Placement Support Unit
Northern Territory Health Services
P.O. Box 40596
Casuarina
Darwin nt 0810
Tél.: +61 (8)8922 7077
fax: +61 (8)8922 7480

For the Australian Capital Territory:
The Director
Australian Capital Territory Family Services
P.O. Box 1584
Tuggeranong a.c.t 2901
Tél.: +61 (2) 62071080
fax: +61 (2) 62078888
E-mail: christhilde_haase@dpa.act.gov.au

For the Territory of Norfolk Island:
Program Manager, Community Services
The Administration of Norfolk Island
Kingston
Norfolk Island 2899

Autriche

Bundesministerium für Justiz (Federal Ministry of Justice)
Abteilung I 10
Postfach 63
1016 Wien
Tél.: +43 (1) 52152 2134
Fax: +43 (1) 52152 2829 ou/or +43 (1) 52152 2727

Burgenländische Landesregierung
Abteilung 6 – Soziales
Landhaus
Europaplatz 1
7001 Eisenstadt
Tél.: +43 (2682) 600 2330 ou/or 600 2325
Fax: +43 (2682) 600 2865
e-mail: post.soziales@bgld.gv.at

Kärntner Landesregierung
Abteilung 13 – Soziales, Jugend, Familie und Frau
Arnulfplatz 2
9201 Klagenfurt
Tél.: +43 (463) 5363 1331
Fax: +43 (463) 5363 1356

Niederösterreichische Landesregierung
Abteilung GS/6
Landhausplatz 1, Haus 14
3109 ST. Pölte
Tél.: +43 (2742) 9005 16412
Fax: +43 (2742) 9005 16120
e-mail: post.gs6@noel.gv.at

Oberösterreichische Landesregierung
Abteilung Jugendwohlfahrt
Altstadt 30
4010 Linz
Tél.: +43 (732) 7720 5650
Fax: +43 (732) 7720 5328
e-mail: jw.post@ooe.gv.at

Salzburger Landesregierung
Abteilung 3 – Soziales
Fanny-von-Lehnert-Strasse 1
Postfach 527
5010 Salzburg
Tél.: +43 (662) 8042 3580
Fax: +43 (662) 8042 3883
e-mail: post@soziales.land-sbg.gv.at

Steiermärkische Landesregierung
Referat Jugendwohlfahrt
Körblergasse 110
8010 Graz
Tél.: +43 (316) 877 3090
FAX: +43 (316) 877 5457

Tiroler Landesregierung
Abteilung Jugendwohlfahrt
Wilhelm Greil Strasse 25
6020 Innesbruck
Tél.: +43 (512) 508 2642
Fax: +43 (512) 508 2645
e-mail: juwo@tirol.gv.at

Vorarlberger Landesregierung
Abteilung IVa
Landhaus
6901 Bregenz
Tél.: +43 (5574) 5112 4119
Fax: +43 (5574) 5112 4195
e-mail: amtdvlr@vlr.gv.at

Wiener Landesregierung
Magistratsabteilung 11
Dezernat II – Gruppe Recht
Rüdengasse 11
1030 Wien
Tél.: +43 (1) 4000 90714
Fax: +43 (1) 4000 99 90714
e-mail: zib@m11.magwien.gv.at

Brésil

Fédéral

State Secretariat for Human Rights
Program for Cooperation on International Adoption
Council of the Brazilian Central Authorities
Ministry of Justice
Esplanada dos Ministérios – Bloco T
Anexo II, 3º andar, sala 303
70.064-901 – Brasília D.F.
Tél.: +55 (61) 429.3225
+55 (61) 429.3481
Fax: +55 (61) 223.4889
+55 (61) 226.3125

Amapá

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado do Amapá
Prédio do Tribunal de Justiça do Estado
Rua General Rondon nº 1295 – Centro
68.908-080 MACAPÁ, AP
Tél.: +55 (96) 223.5655
Fax: +55 (96) 233.1583

Acre

Conselho Estadual Judiciária de Adoção do Estado do Acre
Corregedoria Geral de Justiça
Av. Ceará, 1220, Centro
69920-620, Rio Branco, AC
Tél.: +55 (68) 223.3950
Fax: +55 (68) 223.5383

Alagoas

Comissão Estadual Judiciária de Adoção Internacional do Estado de Alagoas
Rua do Livramento, Edf. Muniz Falcão 153, Centro
57020-030 Maceió, AL
Tél.: +55 (82) 221.1475
+55 (82) 221.1108
Fax: +55 (82) 326.1997
+55 (82) 326.4636

Amazonas

Comissão Estadual Judiciária de Adoção Internacional do Amazonas
Rua José Clemente nº 380, Centro
Anexo do Tribunal de Justiça
69.010-070, Manaus, AM
Tél.: +55 (92) 622.2588
Fax: +55 (92) 633.4794

Bahia

Comissão Especial para Assuntos de família, Infância e
Juventude do Estado da Bahia
R. Arquimedes Gonçalves, nº 32, Nazaré
40.050-300 Salvador, BA
Tél.: +55 (71) 321.7426
Fax: +55 (71) 321.7429

Ceará

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado do Ceará
Tribunal de Justiça
Centro Administrativo Ministro José Américo, Bairro Cambeba
60839-900, Fortaleza, CE
Tél.: +55 (85) 216.2534
Fax: +55 (85) 216.2536

Distrito Federal

Comissão Distrital Judiciária de Adoção
Palácio da Justiça do Distrito Federal
Praça do Buriti s/n
70070-500, Brasília, DF
Tél.: +55 (61) 225.1301

Espírito Santo

Comissão Estadual Judiciária de Adoção Internacional do Estado do Espírito Santo
Av. Desembargador Homero Mafra, s/n
Enseada do Suá
29.055-221, Vitória, ES
Tél.: +55 (27) 334.2069

Goiás

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado do Goiás
Rua 10, nº 150, 11 andar, Edifício Fórum, Setor Oeste
74120-020, Goiânia, GO
Tél.: +55 (62) 216.2656
Fax: +55 (62) 216.2711

Maranhão

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado do Maranhão
Av. D. Pedro II, s/n – Centro
65010-450, São Luís, MA
Tél.:+55 (98) 232.5511
Fax:+55 (98) 232.5524
websiteswww.cgj.ma.gov.br

Mato Grosso do Sul

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado de Mato Grosso do Sul
Tribunal de Justiça
Corregedoria Geral de Justiça
Parque dos Poderes, bloco XIII
79031-902, Campo Grande, MS
Tél.:+55 (67) 726.4100
Fax: +55 (67) 726.2099
website: www.tj.ms.gov.br

Estado do Mato Grosso

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado do Mato Grosso
Tribunal de Justiça
Pavimento térreo, Centro
Político Administrativo – CP 1071
78050-970, Cuiabá, MT
Tél.:+55 (65) 617.3121
Fax: +55 (65) 644.1788

Minas Gerais

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado de Minas Gerais
Rua Goiás, 253, nº andar, Centro, Anexo II do Tribunal de Justiça do Estado
de Minas Gerais
30190-030, Belo Horizonte, MG
Tél.: +55 (31) 227.6486
Fax: +55 (31) 273.6100

Pará

Comissão Estadual Judiciária de Adoção Internacional do Estado do Pará
Tribunal de Justiça do Estado
Anexo I, 2º andar, sala 240
Praça Felipe Pationi, s/n, Cidade Velha
66.015-260, Belém, PA
65010-450, São Luís, MA
Té.:+55 (91) 218.2331
e-mail cejai@tj.pa.gov.br

Paraíba

Comissão Estadual Judiciária do Estado da Paraíba
Praça Venâncio Neiva, s/n, Centro
Fórum "Desembargador Arquimedes Souto Maior, 6º andar, CEJA/PB
58.013-902, João Pessoa, PB
Tél.:+55 (83) 216.1418/1462
Fax: +55 (83) 216.1463

Comissão Estadual Judiciária do Estado da Paraíba

Praça Venâncio Neiva, s/n, Centro
Fórum "Desembargador Arquimedes Souto Maior, 6º andar, CEJA/PB
58.013-902, João Pessoa, PB
Tél.:+55 (83) 216.1418/1462
Fax: +55 (83) 216.1463

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado do Paraná

Av. Iguaçú, nº 750, Rebouças
80230-020, Curitiba, PR
Tél.: +55 (41) 223.0574

Pernambuco

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado de Pernambuco
Av. Martins de Barros, nº 593, Santo Antônio
50010-230, Recife, PE
Tél.:+55 (81) 224.0911 r. 2153

Piauí

Comissão Estadual Judiciária do Estado do Piauí
Tribunal de Justiça do Estado do Piauí
Praça Edgar Nogueira, s/n
64.000-830, Teresina, PI
Tél.:+55 (86) 221.6755
Fax: +55 (86) 221.8766

Rio de Janeiro

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado do Rio de Janeiro
Av. Erasmo Braga, 115, 2º andar, sala 202, Corredor B
20026-900, Rio de Janeiro, RJ
Tél.: +55 (21) 588.2657 Gabinete
Fax: +55 (21) 588.2656 / 3295
e-mail: ceja@tj.rj.gov.br

Rio Grande do Norte

Comissão Estadual Judiciária de Adoção Internacional do Estado do Rio Grande do Norte
Praça 7 de setembro, s/n, Centro
59.026-900, Natal, RN
Tél.:+55 (84) 221.3264
+55 (84) 221.3267
+55 (84) 211.5712
Fax: +55 (84) 221.3264 r. 253

Rio Grande do Sul

Conselho de Supervisão da infância e da Juventude do Estado do Rio Grande do Sul
Praça Marechal Deodoro, 55
90.010-908, Porto Alegre, RS
Tél.: +55 (51) 210.7272
Fax: +55 (51) 210.7241

Rondônia

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado de Rondônia
Av. Rogério Weber, 1872
78.900-000, Porto Velho, RO
Tél.: +55 (69) 224.1085
+55 (69) 224.7959
+55 (69) 224.7949
Fax: +55 (69) 224.7832

Roraima

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado de Roraima
Tribunal de Justiça do Estado de Roraima
Praça do Centro Cívico, s/n
69301-380, Boa Vista, RR
Tél.: +55 (95) 623.1622
+55 (95) 623.2082

Santa Catarina

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado de Santa Catarina
Rua Álvaro Milen da Silveira 208, 8º andar
Edifício do Tribunal de Justiça - Corregedoria Geral de Justiça
88.020-901, Florianópolis, SC
Tél.: +55 (48) 221.1224
Fax: +55 (48) 221.1226
e-mail: ceja@tj.sc.gov.br

São Paulo

Comissão Estadual Judiciária de Adoção Internacional do Estado do São Paulo
Fórum João Mendes, 20º andar
Av. Ceará 1220, Centro
01501-001, São Paulo, SP
Tél.: +55 (11) 232.3465
Fax: +55 (11) 232.3465

Sergipe

Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado de Sergipe
Av. Gentil Tavares, nº 380, Getúlio Vargas
49055-260, Aracaju, SE
Tél.: +55 (79) 211.1565
Fax: +55 (79) 224.4202

Tocantins
Comissão Estadual Judiciária de Adoção do Estado de Tocantins
Tribunal de Justiça do Estado de Tocantins
Palácio da Justiça, Cx. Postal nº 05
77.003-900, Palmas, TO
Tél.: +55 (63) 218.4508
Fax.: +55 (63) 218.4497

Bulgarie

Ministry of Justice
No 1, Slavianska str.
Sofia 1040
Bulgaria

Burkina Faso

Le Ministère de l'Action Sociale et de la Famille
01 BP 515
Ouagadougou 01
Burkina Faso
Tél.: +226 30 68 75
Fax: +226 31 67 37

Burundi

Ministère de l'Action sociale et de la Promotion de la Femme
Bujumbura
Tél.: +257 217988 ou/or +257 223331 ou/or +257 222431
Fax: +257 216102

Canada

Pour le Gouvernement fédéral/For the Federal Government
Human Resources Development Canada / Développement des Ressources humaines
Canada
Child, Family and Community Division / Division de l'enfant, de la famille et de
la collectivité
Place du Portage, Phase IV
140, Promenade du Portage
5th floor/5^e étage
Hull, Quebec
Canada
K1A 0J9
Tél.: +1 (613) 997 1562
Fax: +1 (819) 953 1115

Pour la Province de l'Alberta/For the Province of Alberta
Minister of Children's Services as represented by:

Anne Scully
Program Manager, Adoption Services
Alberta Children's Services
6th Floor, Sterling Place
9940-106 Street
Edmonton, Alberta
Canada T5K 2N2
Tél.: +1 (780) 422 5641
Fax: +1 (780) 427 2048

Pour la Colombie-britannique/For British Columbia
Director of Adoption as represented by:

Mr David Young
Assistant Deputy Minister
Ministry of Children and Families Development
PO Box 9722, SNT PROV GOVT
Station Provincial Government
Victoria, British Columbia
Canada V8W 9S12
Tél.: +1 (250) 387 7060
Fax: +1 (250) 356 7862

Pour la Province du Manitoba/For the Province of Manitoba
Director of Child and Family Services/Directeur des services à l'enfant et
à la famille as represented by:

Department of Family Services
Child Protection and Support Services
Suite 201 –114 Garry Street
Winnipeg, Manitoba
Canada R3C 4V5
Tél.: +1 (204) 945 1186
Fax: +1 (204) 945 6717

Pour la Province du Nouveau-Brunswick/For the Province of New Brunswick
Minister of Family and Community Services/Ministre de la Famille et des Services
communautaires as represented by:

Bill Innes
Provincial Adoption Consultant
Department of Family and Community Services
Child Welfare and Youth Services
PO Box 6000
551 King Street
Fredericton, New Brunswick
Canada E3B 5H1
Tél.: +1 (506) 444 4516
Fax: +1 (506) 453 2082

Pour les Territoires du Nord-Ouest/For the Northwest Territories

Director of Adoptions
Child and Family Services
Department of Health and Social Services
Center Square Tower, 6th floor
Yellowknife, NT
Canada X1A 2L9
Tél.: +1 (867) 873-7943
Fax: +1 (867) 873-7706

For Nova Scotia

Minister of Community Services as represented by:
Susan M. Drysdale MSW, RSW
Manager of Adoption and Children in Care
Department of Community Services
Box 696
Halifax, Nova Scotia
Canada B3J 2T7
Tél.: +1 (902) 424 3205
Fax: +1 (902) 424 0708
website: <http://www.gov.ns.ca/coms/files/services.asp>

Pour Nunavut/For Nunavut

Director of Adoptions
Social Services Unit
Department of Health and Social Services
Box 1000 Station 1000
Iqaluit, Nunavut
Canada X0A 0H0
Tél.: +1 (867) 975-5700
Fax: +1 (867) 975-5722

Pour l'Ontario / For Ontario

Ministry of Community and Social Services as represented by:
Mr Rich Partridge
Co-ordinator, Private and International Adoption
Adoption Unit
Provincial Services Branch
Program Management Division
Ministry of Community and Social Services
2 Bloor Street West, 24th floor
Toronto, Ontario
Canada M7A 1E9
Tél.: +1 (416) 327 4733
Fax: +1 (416) 327 0573

Pour la Province de l'Île-du-Prince-Édouard/For the Province of Prince Edward Island

Director of Child Welfare, Ronald D. Stanley, as represented by:

Virginia J. MacEachern

Provincial Adoption Consultant

Department of Health and Social Services

PO Box 2000 Charlottetown, Prince Edward Island

Canada C1A 7N8

Tél.: +1 (902) 368 6514

Fax: +1 (902) 368 6136

Pour la Province de la Saskatchewan/For the Province of Saskatchewan

Minister of Social Services

Beverly Wilson

Program Consultant, Intercountry Adoption, Central Office

Family and Youth Services Division

Saskatchewan Social Services

12th floor

1920 Broad Street

Regina, Saskatchewan

Canada S4P 3V6

Tél.: +1 (306) 787 0008

Fax: +1 (306) 787 0925

e-mail: bwilson@ss.gov.sk.ca

website: www.gov.sk.ca/socserv/

Pour le Territoire du Yukon/For the Yukon Territory

Director of Family and Children's Services (H-10)

Department of Health and Social Services

Government of Yukon

Box 2703

Whitehorse, Yukon

Canada Y1A 4T4

Tél.: +1 (867) 667 5045

Fax: +1 (867) 393 6204

Chili

National Service for Minors

Avenida Pedro de Valdivia No 4070

Nuñoa

Santiago

Chile

Tél.: +56 (2) 239 2283

Fax: +56 (2) 239 2427

Chypre*Autorité centrale*

The Permanent Secretary
Ministry of Labour and Social Insurance
7, Lord Byron Avenue
1463 Lefkosia (Nicosia)
Cyprus
Tél.: +357 (22) 401741
Fax: +357 (22) 670993
e-mail: min.of.labour@cytanet.com.cy

Autorité compétente

Social Welfare Services
Prodromou 63
1468 Lefkosia (Nicosia)
Cyprus
Tél.: +357 (22) 406602
Fax: +357 (22) 667907
e-mail: swscy@cytanet.com.cy

Danemark*Autorité centrale*

The Danish Ministry of Justice
Department of Private Law (Civilretsdirektoratet)
Æbeløgade 1
2100 Copenhagen Ø
Denmark
Tél.: +45 33 92 33 02
Fax: +45 39 27 18 89
e-mail: civildir@civildir.dk

Autorités compétentes

Prefect of Copenhagen
Hammerensgade 1
1267 Copenhagen K
Denmark

Governor of Copenhagen County
Hejrevej 43
2400 Copenhagen nv
Denmark

Governor of Bornholm County
Storegade 36
3700 Rønne
Denmark

Governor of Frederiksborg County
Trollesminde Kontorpark
Roskildevej 10A
3400 Hillerød
Denmark

Governor of the County of Funen
Odense Slot
Entrance A
Nørregade 36-38
5000 Odense c
Denmark

Governor of the County of North Jutland
Aalborghus Slot
Slotspladsen 1
9000 Aalborg
Denmark

Governor of Ribe County
Puggaardsgade 7
6760 Ribe
Denmark

Governor of Ringkøbing County
Rindumgård
Holstebrovej 31
6950 Ringkøbing
Denmark

Governor of Roskilde County
Algade 12
4000 Roskilde
Denmark

Governor of Storstrøm County
Brovejen 4
4800 Nykøbing f
Denmark

Governor of the County of South Jutland
H.P. Hanssens Gade 42
6200 Aabenraa
Denmark

Governor of Vejle County
Vedelsgade 17 B
1700 Vejle
Denmark

Governor of the County of West Zealand
Slagelsevej 7
4180 Sorø
Denmark

Governor of Viborg County
Store Sct. Hans Gade 2-4
8800 Viborg
Denmark

Governor of Århus County
Marselis Boulevard 1
8000 Århus
Denmark

El Salvador

Autorité centrale

El Instituto de Protección al Menor (ISPM)
Colonia Costa Rica
Ave. Irazú Fnal, Calle Santa Marta
Complejo «La Gloria»
San Salvador
Tél.: +503 270 4142
Fax: +503 270 1348

Autorité compétente

La Procuraduría General de la República (PGR)
13A. Calle Peniente
Centro de Gobierno
San Salvador
Tél.: +503 222 3815
Fax: +503 221 3602

Equateur

Autorité centrale

Corte Nacional de Menores
Av. Orellana 1725 y 9 de Octubre
Quito
Ecuador
Fax: +593 (2) 544 011, +593 (2) 232 022

Autorité compétente

Corte Nacional de Menores
Av. Orellana 1725 y 9 de Octubre
Quito
Ecuador
Fax: +593 (2) 544 011, +593 (2) 232 022

Espagne*Autorité centrale*

Dirección General de Acción Social, del Menor y de la Familia
Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales
Madrid
Spain
Tél.: +34 (91) 3478173
Fax: +34 (91) 3478120

Autorités compétentes

comunidad autónoma de andalucía
Dirección General de Atención al Niño
Consejería de Asuntos Sociales de la Junta de Andalucía
C/. Héroes de Toledo s/n
41071 Sevilla

comunidad autónoma de aragón
Dirección General de Bienestar Social
Departamento de Bienestar Social y Trabajo de la Diputación General de Aragón
Paseo María Agustín, 36
50071 Zaragoza

comunidad autónoma del principado de asturias
Dirección General de Acción Social
Consejería de Sanidad y Servicios Sociales
C/. General Elorza, 35
33071 Oviedo

comunidad autónoma de baleares
y Familia
Consejería de Gobernación del Gobierno Balear
C/. Francisco Salvá s/n, Pont d'Inca-Marratxi
07071 Palma de Mallorca

comunidad autónoma de canarias
Dirección General de Protección del Menor y la Familia
Consejería de Sanidad y Asuntos Sociales del Gobierno de Canarias
Avda. San Sebastián, 53
38071 Santa Cruz de Tenerife

comunidad autónoma de cantabria
Dirección Regional de Bienestar Social
Consejería de Sanidad, Consumo y Bienestar Social de la Diputación Regional de Cantabria
C/. Lealtad, 23
39071 Santander

comunidad autónoma de castilla-la mancha
Dirección General de Servicios Sociales
Consejería de Bienestar Social de la Junta de Comunidades
Avda. Portugal, 77
45071 Toledo

comunidad autónoma de castilla-léon
Dirección General de Servicios Sociales
Consejería de Sanidad y Bienestar Social de la Junta de Castilla y León
C/. María de Molina, 13
47071 Valladolid

comunidad autónoma de cataluña
Dirección General de Atención a la Infancia
Departamento de Bienestar Social de la Generalidad de Cataluña
Plaza de Pau Vila, 1
08071 Barcelona

comunidad autónoma de extremadura
Dirección General de Acción Social
Consejería de Bienestar Social de la Junta de Extremadura
C/. Santa Eulalia, 30
06071 Mérida (badajoz)

comunidad autónoma de galicia
Dirección General de la Familia
Consejería de Familia, Mujer y Juventud
Edificio San Caetano, s/n
15771 Santiago de Compostela

comunidad autónoma de la rioja
Dirección General de Bienestar Social
Consejería de Salud, Consumo y Bienestar Social
C/. Villamendiana, 17
26071 Logroño

comunidad autónoma de madrid
Comisión de Tutela del Menor
(Instituto Madrileño de Atención a la Infancia)
Consejería de Integración Social
C/. Orense, 11, 9.0 planta
28071 Madrid

comunidad autónoma de la región de murcia
Instituto de Servicios Sociales
Consejería de Sanidad y Asuntos Sociales
C/. Alonso Espejo, s/n
30071 Murcia

comunidad autónoma de navarra
Instituto Navarro de Bienestar Social
Departamento de Bienestar Social, Deporte y Vivienda del Gobierno de Navarra
C/. González Tablas, s/n
31091 Pamplona

comunidad autónoma del país vasco
1. Departamento de Bienestar Social de la Diputación Foral de Alava
C/. General Alava, 10
01071 Vitoria

2. Departamento de Bienestar Social de la Diputación Foral de Vizcaya
C/. Gran Vía, 26
48071 Bilbao

3. Departamento de Servicios Sociales de la Diputación Foral de Guipuzcoa
Avda. de la Libertad, 17-19, 40 planta
20071 San Sebastián

comunidad autónoma de valencia
Conselleria de Bienestar Social
Dirección General de la Familia y Adopciones
Paseo Alameda, 16
46010 Valencia
Tél.: +34 (96) 386 76 08
Fax: +34 (96) 386 67 77

en las ciudades de ceuta y melilla
Dirección General del Menor y Familia
Ministerio de Asuntos Sociales
C/. Condesa de Venadito, 34
28071 Madrid

Estonie

le Ministère des Affaires sociales

Finlande

The Finnish Board of Intercountry Adoption Affairs
Ministry of Social Affairs and Health
Kirkkokatu 14
00170 Helsinki
Finland
Tél.: +358 (9) 160 1
Fax: +358 (9) 160 3816

France

Mission de l'adoption internationale
Ministère des Affaires Etrangères
244, boulevard Saint-Germain
75303 Paris 07 SP
France
Tél.: +33 (1) 4317 9090 (*pour le public*)
+33 (1) 4317 8991 (*pour les autorités*)
Fax: +33 (1) 4317 9344
e-mail: mai@diplomatie.gouv.fr (*pour le public*)
autorite.centrale@diplomatie.gouv.fr (*pour les autorités*)
website: <http://www.diplomatie.gouv.fr/mai>

Géorgie

Ministry of Education of Georgia
2 Uznade Str.
Tbilisi
Georgia 380002
Tél.: +995 (32) 952514 ou / or +995 (32) 953155
Fax: +995 (32) 953155

Islande

Ministry of Justice and Ecclesiastical Affairs
Arnarhvoli
150 Reykjavík
Iceland
Tél.: +354 545 9000
Fax: +354 552 7340
e-mail: postur@dkm.stjr.is

Israël

Central Authority for Intercountry Adoption
State of Israel
Ministry of Labour and Social Affairs
10, Yad Harutzim Street
Talpiot, 93420 Jerusalem
Tél.: +972 (2) 6708177
Fax: +972 (2) 6708451

Italie

Commissione per le adozioni internazionali
Via Fornovo, 8
00192 Roma
Fax.: +39 (06) 4816 1723 et/and +39 (06) 4816 1475

Lettonie

Ministry of Justice
Brivibas blvd. 36
1536 Riga
Latvia
Tél.: +371 703 6801, +371 703 6716
Fax: +371 721 0823, +371 728 5575

Lituanie

Adoption Agency under the Ministry of Social Security and Labour
Sodu St. 15
2006 Vilnius
Lithuania
Tél.: +3702 310 928
Fax: +3702 310 927

Luxembourg

Autorité compétente

Ministère de la Famille
12-14 avenue Emile Reuter
L-2420 Luxembourg
Ministère de la Famille
L-2919 Luxembourg
Tél.: +352 478 6543
Fax: +352 241 887

Autorités compétentes

Tribunal d'arrondissement de Luxembourg
BP 15
L-2010 Luxembourg
Tél.: +352 475 981 403
Fax: +352 475 981 540

Tribunal d'arrondissement de Diekirch
BP 164
L-9202 Diekirch
Tél.: +352 803 214 27
Fax: +352 807 119

Moldova

The Ministry of Education and Science of the Republic of Moldova
1, Piata Marii Adunari Nationale
Chisinau md -2033
Republic of Moldova
Tél.: +373 (2) 232727
Fax: +373 (2) 233348

Monaco

la Direction des Services Judiciaires
Palais de Justice
5 rue Colonel Bellando de Castro
MC 98000 Monaco
Tél.: +377 9315 8430
Fax: +377 9350 0568

Norvège

The Governmental Office for Youth and Adoption
PO Box 8036 Dep
0030 Oslo
Norway

Panama*Autorité centrale*

The Ministry of Youth, Women, Children and the Family

Autorité compétente

The High Family Court or the High Juvenile Court

Pérou

Oficina de Adopciones de la Gerencia de Promoción de la Niñez y la Adolescencia
del Ministerio de Promoción de la Mujer y Desarrollo Humano - Promudeh
Jirón Camaná 616
7mo Piso
Lima 1
Peru
Tél.: +51 428-9800 Anexos 2700 ó 2701 ó 2702 ó 2704 ó 2710
Fax: +51 428-9800 Anexo 2717 ó 426-1336

Philippines*Autorité centrale*

Philippines Intercountry Adoption Board
No 2 Chicago Street corner Ermin Garcia St.
Barangay Pinagkaisahan Cubao
Quezon City
Philippines
Tél.: +63 (2) 4101643/4
+63 (2) 726 4568
+63 (2) 726 4551
+63 (2) 414 9974
Fax: +63 (2) 727 2026

Autorités compétentes

Department of Social Welfare and Development
Batasan Pambansa Complex
Constitution Hills
Quezon City
Philippines
Office of the Solicitor General
134 Amorsolo Street
Legaspi Village
Makati City
Philippines
Tél.: +63 (2) 818 6301 / 6309
Fax: +63 (2) 817 6037

Pologne

Ministerstwo Pracy i Polityki Społecznej
(Ministry of Labour and Social Policy)
Ul. Nowogrodzka 1/3/5
00-513 Warszawa 7
Poland
Tél.: +48 (22) 661 0480
+48 (22) 629 6289
Fax: +48 (22) 661 0493

Roumanie

Comitetul Român Pentru Adoptii
(The Romanian Committee for Adoptions)
Piata Victoriei nr.1
Sector 1
Bucharest
Romania
Tél.: +40 (1) 312 7363 ou/or
+40 (1) 314 3400, ext. 1096 ou/or 1428
Fax: +40 (1) 312 7363 ou/or +40 (1) 312 7474

Slovaquie

Centrum pre medzinárodno-právnu ochranu detí a mládeže
(Centre for International Legal Protection of Children and Youth)
Spitálska 6
P.O. Box 57
814 99 Bratislava
Slovak Republic
Tél.: +421 (2) 5296-2895
Fax: +421 (2) 5296-2895
e-mail: cipc@employment.gov.sk

Sri Lanka

The Commissioner of Probation and Child Care Services
Department of Probation and Child Care Services
95, Sir Chittampalam A. Gardiner Mawatha
Colombo 2
Sri Lanka
Tél.: +94 (1) 327 600
Fax: +94 (1) 327 600

Suède

Swedish National Board of Intercountry Adoptions (NIA)
Box 22086
104 22 Stockholm
Sweden
Tél.: +46 (8) 5455 5680
Fax: +46 (8) 650 4110
e-mail: adoption@nia.se

Suisse*Autorité centrale fédérale*

Office fédéral de la Justice
Service de protection internationale des enfants
Taubenstrasse 16
3003 Berne
Suisse
Tél.: +41 (31) 323 8864
Fax: +41 (31) 322 7864
e-mail: kindeschutz@bj.admin.ch

Autorités centrales cantonales

Argovie
Departement des Innern
Sektion Bürgerrecht und Personenstand
Frey-Herosé-Strasse 12
Postfach
5001 Aarau
Tél.: +41 (62) 835 14 49
Fax: +41 (62) 835 14 59

Appenzell Rh. Ext.
Direktion des Innern
Zivilstands- und Bürgerrechtsdienst
Regierungsgebäude
9102 Herisau 2
Tél.: +41 (71) 353 64 60
Fax: +41 (71) 352 12 77

Appenzell Rh. Int.
Standeskommission des Kantons Appenzell Innerrhoden
Marktgasse 2
9050 Appenzell
Tél.: +41 (71) 788 93 11
Fax: +41 (71) 788 93 39

Bâle-Ville
Erziehungsdepartement
Ressort Dienste
Abteilung Sozialpädagogik
Leimenstrasse 1
4001 Basel
Tél.: +41 (61) 267 84 66
Fax: +41 (61) 267 84 94

Bâle-Campagne
Justiz-, Polizei- und Militärdirektion
Zivilabteilung 1
Rathausstrasse 2
4410 Liestal
Tél.: +41 (61) 935 57 18
Fax: +41 (61) 925 69 31

Berne
Kantonales Jugendamt Bern
Gerechtigkeitsgasse 81
3001 Bern
Tél.: +41 (31) 633 76 33
Fax: +41 (31) 633 76 18

Fribourg
Office cantonal des mineurs
Service de l'enfance et de la jeunesse
bd de Pérolles 30
1700 Fribourg
Tél.: +41 (26) 347 27 37
Fax: +41 (26) 347 27 38

Genève
Office de la jeunesse
Service de protection de la jeunesse
Evaluation continue des lieux de placement
Autorité centrale adoption internationale
8, rue Adrien-Lachenal
CP3531
1211 Genève
Tél.: +41 (22) 327 63 60
Fax: +41 (22) 327 64 49

Glaris
Sanitäts- und Fürsorgedirektion
Postgasse 29
8750 Glarus
Tél.: +41 (55) 646 66 00
Fax: +41 (55) 646 66 99

Grisons
Kantonales Sozialamt
Gürtelstrasse 89
7000 Chur
Tél.: +41 (81) 257 26 62

Jura

Service de l'action sociale
Fbg des Capucins 20
2800 Delémont
Tél.: +41 (32) 420 51 54

Lucerne

Regierungsstatthalter des Amtes Luzern
Weggisgasse 29
Postfach 5027
6000 Luzern 5
Tél.: +41 (41) 228 58 01
Fax: +41 (41) 228 67 37

Neuchâtel

Service des mineurs et des tutelles
Fbg de l'Hôpital 36
2000 Neuchâtel
Tél.: +41 (32) 889 66 40
Fax: +41 (32) 889 60 93

Nidwald

Gesundheits- und Sozialdirektion Nidwalden
Kantonales Sozialamt
Engelbergstrasse 34
6371 Stans
Tél.: +41 (41) 618 75 50
Fax: +41 (41) 618 77 15

Obwald

Sicherheits- und Gesundheitspartement
Polizeigebäude
6060 Sarnen
Tél.: +41 (41) 666 62 19
Fax: +41 (41) 666 64 52

Schaffhouse

Amt für Justiz und Gemeinden
Mühlentalstrasse 105
8201 Schaffhausen
Tél.: +41 (52) 632 76 42
Fax: +41 (52) 632 77 85

Saint-Gall

Amt für Soziales des Kantons St. Gallen
Spisergasse 41
9001 St. Gallen
Tél.: +41 (71) 229 43 51
Fax: +41 (71) 229 45 00

Schwyz

Departement des Innern

Postfach 2160

6431 Schwyz

Tél.: +41 (41) 819 16 15

Fax: +41 (41) 819 16 58

Soleure

Amt für Gemeinden und soziale Sicherheit

Ambassadorshof

4509 Solothurn

Tél.: +41 (32) 627 22 82

Fax: +41 (32) 627 22 95

Tessin

Dipartimento della sanità e della socialità

Divisione dell'azione sociale

Ufficio del Tutore

Viale Officina 6

P.O. Box

6501 Bellinzona

Tél.: +41 (91) 814 71 17

Fax: +41 (91) 814 71 19

Turgovie

Generalsekretariat des Departementes für Justiz und Sicherheit des Kantons Thurgau

Regierungsgebäude

8510 Frauenfeld

Tél.: +41 (52) 724 27 02

Fax: +41 (52) 724 25 00

Uri

Amt für Justiz

Abt. Bürgerrecht und Zivilstandswesen

Rathausplatz 5

6460 Altdorf

Tél.: +41 (41) 875 22 73

Fax: +41 (41) 875 22 53

Valais

Office cantonal pour la protection de l'enfant

Avenue Ritz 29

1951 Sion

Tél.: +41 (27) 606 48 40

Fax: +41 (27) 606 48 24

Vaud
Service de protection de la Jeunesse
Bâtiment administratif de la Pontaise
Av. des Casernes 2
1014 Lausanne
Tél.: +41 (21) 316 53 04
Fax: +41 (21) 316 53 30

Zoug
Direktion des Innern
Kantonales Sozialamt
Verwaltungsgebäude am Postplatz
Postfach 146
6301 Zug
Tel.: +41 (41) 728 39 17
Fax: +41 (41) 728 37 17

Zurich
Bildungsdirektion
Amt für Jugend und Berufsberatung
Schaffhauserstrasse 78
8090 Zürich
Tél.: +41 (43) 259 23 94
Fax: +41 (43) 259 51 34

République tchèque

The Office of International Legal Protection of Children
Benesova 22
602 00 Brno
Czech Republic

Venezuela

Ministerio de Relaciones Exteriores
División de Asuntos Especiales
Torre M.R.E.
Conde a Carmelitas
Piso 6
Caracas 1010
Venezuela
Tél.: +582 (8) 621 145 ou/or +582 (8) 196 91
Fax: +582 (8) 622 420

Champ d'application de la convention le 10 février 2003

Etats parties	Ratification Adhésion (A)	Entrée en vigueur
Albanie	12 septembre	2000 1 ^{er} janvier 2001
Allemagne*	22 novembre	2001 1 ^{er} mars 2002
Andorre*	3 janvier	1997 A 1 ^{er} mai 1997
Australie*	25 août	1998 1 ^{er} décembre 1998
Autriche*	19 mai	1999 1 ^{er} septembre 1999
Bolivie*	12 mars	2002 1 ^{er} juillet 2002
Bésil*	10 mars	1999 1 ^{er} juillet 1999
Bulgarie*	15 mai	2002 1 ^{er} septembre 2002
Burkina Faso*	11 janvier	1996 1 ^{er} mai 1996
Burundi	15 octobre	1998 A 1 ^{er} février 1999
Canada*	19 décembre	1996 1 ^{er} avril 1997
Chili	13 juillet	1999 1 ^{er} novembre 1999
Chypre	20 février	1995 1 ^{er} juin 1995
Colombie*	13 juillet	1998 1 ^{er} novembre 1998
Costa Rica	30 octobre	1995 1 ^{er} février 1996
Danemark*	2 juillet	1997 1 ^{er} novembre 1997
El Salvador*	17 novembre	1998 1 ^{er} mars 1999
Equateur	7 septembre	1995 1 ^{er} janvier 1996
Espagne*	11 juillet	1995 1 ^{er} novembre 1995
Estonie	22 février	2002 A 1 ^{er} juin 2002
Finlande*	27 mars	1997 1 ^{er} juillet 1997
France*	30 juin	1998 1 ^{er} octobre 1998
Géorgie	9 avril	1999 A 1 ^{er} août 1999
Islande	17 janvier	2000 A 1 ^{er} mai 2000
Israël	3 février	1999 1 ^{er} juin 1999
Italie*	18 janvier	2000 1 ^{er} mai 2000
Lettonie*	9 août	2002 1 ^{er} décembre 2002
Lituanie	29 avril	1998 A 1 ^{er} août 1998
Luxembourg*	5 juillet	2002 1 ^{er} novembre 2002
Maurice	28 septembre	1998 A 1 ^{er} janvier 1999
Mexique*	14 septembre	1994 1 ^{er} mai 1995
Moldova	10 avril	1998 A 1 ^{er} août 1998
Monaco	29 juin	1999 A 1 ^{er} octobre 1999
Mongolie	25 avril	2000 A 1 ^{er} août 2000
Norvège*	25 septembre	1997 1 ^{er} janvier 1998
Nouvelle-Zélande	18 septembre	1998 A 1 ^{er} janvier 1999
Panama*	29 septembre	1999 1 ^{er} janvier 2000
Paraguay	13 mai	1998 A 1 ^{er} septembre 1998
Pays-Bas*	26 juin	1998 1 ^{er} octobre 1998
Pérou*	14 septembre	1995 1 ^{er} janvier 1996
Philippines*	2 juillet	1996 1 ^{er} novembre 1996
Pologne*	12 juin	1995 1 ^{er} octobre 1995
République tchèque*	11 février	2000 1 ^{er} juin 2000

Etats parties	Ratification Adhésion (A)		Entrée en vigueur	
Roumanie	28 décembre	1994	1 ^{er} mai	1995
Slovaquie*	6 juin	2001	1 ^{er} octobre	2001
Slovénie	24 janvier	2002	1 ^{er} mai	2002
Sri Lanka*	23 janvier	1995	1 ^{er} mai	1995
Suède*	28 mai	1997	1 ^{er} septembre	1997
Suisse**	24 septembre	2002	1 ^{er} janvier	2003
Venezuela*	10 janvier	1997	1 ^{er} mai	1997

* Réserves et déclarations³.

** Lors de la ratification, le Conseil fédéral a fait des déclarations concernant les art. 22, al. 4, et 25 (art. 1 al. 3 de l'AF du 22 juin 2001 - RO **2003** 414).

³ Les réserves et déclarations ne sont pas publiées au RO. Les textes en français et en anglais pourront être consultés à l'adresse du site Internet de la Conférence de La Haye: www.hcch.net/f/status ou obtenus à la Direction du droit international public (DDIP), Section des traités internationaux, 3003 Berne.

